

Pénurie d'AESH : un collectif se monte dans l'enseignement privé et à Seaska

Depuis le 24 octobre, un collectif composé de directeurs dans l'enseignement catholique, de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre, de parents d'élèves de l'école Saint-Vincent d'Ustaritz, de Seaska, d'Integrazio Batzordea et de l'association Chrysalide est officiellement monté.

La colère monte encore d'un cran. Un mois et demi après une première alerte [lancée](#) par Integrazio Batzordea, l'association qui œuvre en faveur de l'inclusion des élèves porteurs de handicap au sein du réseau Seaska, [suivie](#), deux semaines plus tard, d'une lettre ouverte



rédigée par quatre organisations professionnelles des chefs d'établissement de l'enseignement catholique de l'académie de Bordeaux, direction et parents d'élèves du privé, soutenus par le député de la sixième circonscription, Peio Dufau, et le vice-président de la Communauté d'agglomération Pays Basque délégué à l'accessibilité universelle du territoire, Daniel Olçomendy, ont décidé de lancer un "collectif de réflexion et de dénonciation" face à la pénurie

d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).

"[L'académie de Bordeaux] nous dit que si on en est là, c'est parce que la Maison départementale des personnes handicapées notifie trop d'enfants, que les enseignants ne savent pas y faire et que les parents font trop de demandes. C'est quelque chose que nous ne pouvons pas accepter. L'État a fait une promesse, [celle de l'inclusion], il faut qu'il la tienne, s'indigne Jérôme Gaillard, le directeur du groupe scolaire Saint-Vincent à Hendaye. On ne peut pas laisser ces enfants sur le bord de la route et faire comme s'ils n'existaient pas. Il faut dépenser. Cet argent, ce n'est d'ailleurs pas une dépense, c'est un investissement sur l'avenir."

Austérité

Et comme le problème ne touche pas le seul Pays Basque, plusieurs députés de différents territoires se sont emparés du sujet. "Une enquête parlementaire autour du handicap et de l'inclusion est en cours", révèle Peio Dufau. Elle permet d'apprendre que sur le département des Pyrénées-Atlantiques, 154 enfants en situation de handicap ne sont pas accompagnés par un AESH alors qu'ils ont reçu une notification et que 2 764 le sont. Un dernier chiffre à tempérer selon l'élu, car, ce que ne précise pas l'enquête, c'est s'il s'agit d'accompagnements individualisés ou mutualisés, faute de mieux.

“On ne parle plus de qualité de l’accompagnement. Si un enfant est notifié à temps plein, c’est qu’il a besoin d’un temps plein. Et demander à un enfant ou à ses parents de céder un peu son temps parce que les autres n’ont pas la possibilité d’avoir un accompagnement individualisé, ce n’est pas possible. Là, on touche du doigt ce que veut dire l’austérité. L’austérité, c’est lorsque des enfants qui sont nés avec des difficultés ne pourront pas aller au bout de leurs études. Le budget pour 2025 était déjà une catastrophe. Celui qui s’annonce est encore pire et à la rentrée prochaine, ce sera encore plus compliqué”, déplore le député abertzale, en référence à l’annonce faite par le nouveau ministre de l’Éducation, Édouard Geffray, de supprimer 4 000 postes d’enseignants.